

## Pourquoi la reprise de la consommation en France profite surtout à l'étranger



L'augmentation de la consommation française profite surtout à nos concurrents extérieurs, en raison de la désindustrialisation que subit l'Hexagone et du manque de compétitivité de nos produits. Le tout débouche finalement sur une aggravation du chômage, qui a son tour mine la confiance dans l'avenir.

Avec Michel  
Garibal

Alors que le monde politique continue de se livrer à des débats teintés d'idéologie comme si les Français étaient seuls au monde, le climat international exerce une influence croissante sur le niveau de vie de nos compatriotes et conduira tôt ou tard notre pays à sortir du statu quo auquel les contraignent leurs dirigeants. On vient ainsi de découvrir que, malgré le pessimisme ambiant, la consommation est repartie de l'avant : elle a progressé d'un pour cent en janvier et 0,6% en février et pourrait s'élever de 1,7% pour l'ensemble du premier trimestre. Après une période de stagnation, elle retrouverait ainsi son plus haut niveau depuis 2011, alors que dans l'intervalle, la population globale a augmenté de 300 000 par an. Ce n'est pas l'arsenal des nouvelles lois promulguées depuis le début du quinquennat de François Hollande qui est responsable de cette embellie, mais bien la chute sensible des prix du pétrole qui a généré un pouvoir d'achat inattendu, et fait renaître un goût pour la dépense en liaison avec le retour d'un meilleur moral des ménages.

Toutefois, cette évolution est fragile, car le climat psychologique de nos compatriotes a perdu un peu de terrain en mars et l'avenir paraît plus incertain. Il existe pour cela un bon baromètre, celui du taux d'épargne qui reste élevé à près de 16% et pourrait bien s'accroître encore, si l'esprit de précaution reprenait le dessus.

Il reste que pour l'instant, l'amélioration de la conjoncture ne profite guère au commerce extérieur. Les Français achètent davantage de voitures et de vêtements, qui viennent souvent de l'étranger. Car c'est là que le bât blesse : l'augmentation de la consommation profite surtout à nos concurrents extérieurs, en raison de la désindustrialisation que subit l'hexagone et du manque de compétitivité de nos produits pour les raisons bien connues de la faiblesse des investissements, de la complexité de la réglementation intérieure et de la rigidité du code du travail, qui débouchent finalement sur une aggravation du chômage, qui a son tour mine la confiance dans l'avenir.

L'atout procuré par la baisse des cours du pétrole et des matières premières est en train de se tarir, alors que la croissance mondiale a tendance à se ralentir. La concurrence étrangère va donc se faire plus rude : les exportations qui avaient pu progresser de six pour cent l'an dernier ne devraient pas s'améliorer de plus de 2,3% cette année, tandis que la hausse du pouvoir d'achat va continuer de profiter surtout aux importations et creuser ainsi le déficit du commerce extérieur. C'est ainsi un cercle vicieux d'où l'on ne pourra sortir qu'en mettant en œuvre les réformes de structures que les organismes internationaux ne cessent de réclamer. Mais une fois de plus, les responsables politiques agissent à contre-courant : Sous prétexte que le rythme du déficit de l'Etat s'est ralenti l'an dernier, ils estiment qu'ils ont une marge de dépenses supplémentaires que François Hollande a commencé à utiliser pour distribuer des cadeaux afin de préparer sa réélection à laquelle il croit dur comme fer malgré l'effondrement de sa cote de popularité dans les sondages. Ce n'est pas ainsi que la France pourra amorcer un redressement dont la perspective va continuer de s'éloigner dans le

---

climat préélectoral qui va dominer tout le reste.